ARTICLE ORIGINAL

COSTA, Achylles De Brito ^[1], BRITO, Clara Kelliany Rodrigues De ^[2], CAMPINA, Ana ^[3]

COSTA, Achylles De Brito. BRITO, Clara Kelliany Rodrigues De. CAMPINA, Ana. L'influence brésilienne dans le nouveau constitutionnalisme latino-américain. Revista Científica Multidisciplinar Núcleo do Conhecimento. An 05, Ed. 12, Vol. 02, p. 72-87. décembre 2020. ISSN: 2448-0959, Lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/influence-bresilienne>, DOI: 10.32749/nucleodoconhecimento.com.br/droit/influence-bresilienne

Contents

- RÉSUMÉ
- 1. INTRODUCTION
- 2. LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE, LA FORCE DU MOMENT ET SES RÉFLEXIONS AVANT LES RELATIONS INTERNATIONALES
- 3. LE NÉOCONSTITUTIONNALISME DE LA CHARTE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES DE 1988
- 4. QU'EST-CE QUE CE NOUVEAU CONSTITUTIONNALISME LATINO-AMÉRICAIN ?
- 5. CONSIDÉRATIONS FINALES
- RÉFÉRENCES
- ANNEXE – RÉFÉRENCES DE NOTES DE BAS DE PAGE

RÉSUMÉ

Le travail à l'écran vise à démontrer une nouvelle forme de mouvement constitutionnaliste qui a gagné de nouveaux contours en Amérique latine, appelé par la doctrine du nouveau constitutionnalisme latino-américain. Ce mouvement a gagné son cœur en raison du processus politico-juridique qui s'est produit au cours des dernières décennies, visant à garantir les droits des minorités, dont le cadre théorique provient également de la Constitution brésilienne de 1988 et de son parti pris néoconstitutionnelle, très critiqué, au moment de sa promulgation, pour être trop détaillé ou « garantista » aussi. Mais aujourd'hui, par son positivisme certifiant les droits et garanties fondamentaux influence le nouveau

mouvement constitutionnel, avec des changements et des garanties encore plus profonds dans les constitutions des pays latins qui cherchent à positiver dans leurs constitutions politiques affirmatives, inclusives et garantes, ainsi que l'évolution constitutionnelle et normative basée sur certains critères, valeurs, intérêts et propres objectifs.

Mots-clés: Constitutionnaliste, Amérique latine, politiques affirmatives.

1. INTRODUCTION

Parfois, après les mouvements de grévistes qui ont eu lieu entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990, où les réseaux sociaux ont permis aux pensées politiques les plus variées de sortir des groupes les plus variés qui ont formé la société, les mobilisations sociales s'éloignent de plus en plus des revendications syndicales, revendiquant des politiques positives pour les différentes « nations culturelles » qui composent la population latino-américaine. , résultant en un nouveau mouvement constitutionnaliste, qui privilégie et prestigieux exactement cette voix de la rue, des groupes ethniques et sociaux qui n'avaient pas auparavant autant de conviction de sa force, en particulier dans les pays voisins d'Amérique du Sud et centrale, un mouvement qui a eu une forte influence de la Constitution fédérale de 1988.

Le but de cet article est de démontrer que le nouveau constitutionnalisme américain, bien qu'il puisse sembler quelque peu silencieux et indifférent aux Brésiliens, est un mouvement qui est à l'ordre du jour du moment politique de notre continent, influencé par les énumérations fiscales et garantes du néoconstitutionnalisme brésilien, allié aux longues marches organisées dans les grandes villes latines (MERKLEN, 2002), comme celles de Mexico en 2001; Quito en 2002; ou, plus récemment, les mouvements de défense des droits sociaux à la recherche d'un nouvel ordre juridique au Chili; ou, aussi, les « cliques » qui ont eu lieu en Argentine, à partir de 2003 et les mouvements indigénistes en Bolivie qui ont culminé avec l'élection du président Evo Morales en 2006.

En outre, il convient de mentionner l'anthologie «*Que se vayan todos!*», dit dans les mouvements argentins^[4], équatoriens et péruviens de cette décennie (de 2000 à 2010), culminant dans une série de changements dans les mouvements sociaux latino-américains,

qui, à ce stade, a cherché non seulement les droits, mais aussi l'inclusion sociale et l'affirmation des peuples colonisés, avec une plus grande participation politique d'entre eux (GROS, 2001). C'est-à-dire que les années 2000 ont été marquées par l'expansion de ces mobilisations appelées indigénistes et quilombolas, poursuivant ce qui deviendra certainement connu sous le nom d'« éveil des minorités », avec des débats et des demandes d'éducation binationale bilingue, de reconnaissance culturelle et religieuse des différentes nations qui forment ces peuples.

Il convient également d'attirer l'attention sur l'accès démocratique aux ressources naturelles et à la propriété foncière, avec l'affirmation de l'« indianité » et de la « noirceur » dans les mobilisations les plus diverses qui ont eu lieu dans diverses parties du continent depuis les célébrations des « Cinq cents autres années » en 1992^[5]. Cet esprit transformateur et printanier s'est traduit, par exemple, par la reconnaissance du caractère « multiculturel et multiethnique » de la nation équatorienne par la Constitution de 1998 (VAN COTT, 2005). C'est ce qu'on a appelé le « nouveau constitutionnalisme latino-américain », dont le cadre théorique fait également partie de notre Constitution de 1988 et de son parti pris néoconstitutionnelle, très critiqué au moment de sa promulgation, pour être trop détaillé ou « garantista », mais que maintenant son positivisme certifiant les droits fondamentaux et les garanties influence un nouveau mouvement constitutionnel, avec des changements et des garanties encore plus profonds.

En règle générale, sans analyse juridique et diplomatique appropriée, ces innovations apportées par cette « nouvelle politique » sont pleines de marques idéologiques sociales et progressistes, rejetant le négationnisme et l'exclusion sociale, racontant des politiques affirmatives, inclusives et garantes, ainsi que l'évolution constitutionnelle et normative de ces pays sur la base de certains critères, valeurs, intérêts et propres objectifs qui visaient à intervenir dans le processus décisionnel de chaque pays dans leurs peuples respectifs. , parmi les colonisateurs, les colons, colonisés et réduits en esclavage, invoquant et plaçant ce pluralisme d'origine de chaque peuple comme une priorité de reconnaissance sociale.

Pour cet essai, une revue bibliographique et une analyse documentaire ont été faites à partir de plusieurs livres, consultant le matériel disponible dans les bibliothèques virtuelles argentines, colombiennes et brésiliennes, ainsi que des sites Web gouvernementaux de pays directement impliqués dans ce mouvement appelé Le nouveau constitutionnalisme latino-

américain.

2. LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE, LA FORCE DU MOMENT ET SES RÉFLEXIONS AVANT LES RELATIONS INTERNATIONALES

La réalité économique et le moment politique de chaque peuple, ainsi que la conjoncture internationale, forment ce que les médias appellent « l'établissement de l'ordre du jour » ou la « force du moment » – une théorie formulée par Maxwell McCombs et Donald Shaw dans les années 1970 – un phénomène social qui propose l'idée que les questions les plus importantes à considérer dans les médias et non des mouvements variés et indépendants sont considérées comme plus importantes. , ou même singulier (CASTRO, 2014). Ainsi, pour faire et influencer la politique internationale, il est nécessaire de visualiser, avec précision, la direction vers laquelle « les vents de la politique soufflent », permettant une identification plus précise des lignes décisionnantes de la politique étrangère, en particulier avec l'établissement de l'ordre du jour qui interfère de manière décisive dans l'action internationale des États, que ce soit dans l'exécutif, le législatif, le judiciaire ou d'autres groupes d'intérêt d'un pays donné.

Cette redéfinition des recherches de valeur des sociétés contemporaines oppose le matérialisme au post-matérialisme – un mouvement sociopolitique qui s'est renforcé à partir des années 1960 avec l'entrée dans ce programme politique de réalignements partisans – avec ses discours construits autour des exigences de dignité, de respect, d'inclusion sociale et de refus de la discrimination et de l'approfondissement de la « participation » populaire, culminant en Amérique latine. , dans l'émergence de nouveaux partis sociaux-démocrates dans les années 1980 et dans leur consolidation du profil progressiste dans les années 1990 (GOHN, 1997). Avec les victoires électorales des années 2000, la grande majorité de ces dirigeants plus progressistes ont réaffirmé leur attachement aux valeurs qui avaient fondé leurs mobilisations des décennies précédentes, telles que la création d'institutions qui favorisent et garantissent une démocratie « participative » (GOHN, 1997).

D'autre part, même avec tous les principes des relations internationales et l'affirmation d'un maximum de respect de la souveraineté des peuples, établie par l'Art. 4ème de notre Magna Carta, et aussi avec tous les droits fondamentaux et garanties de l'art. 5ème et les droits

sociaux de l'art. 7, si nous faisons un effort minimal pour passer en revue les dernières nouvelles sur ce qui a été la politique internationale brésilienne d'antan et la comparer à celles d'aujourd'hui, il est facile de voir que nous sommes rattrapés par un paradoxe de recul politique et social par rapport à nos voisins hispaniques, puisque notre programme gouvernemental est opposé à la consolidation des mouvements sociaux et progressistes de ce nouveau constitutionnalisme latino-américain.

Qui démontre cette condition de contre-jeu ou d'antagonisme paradoxal est le scénario même de succession politique que l'on voit en Amérique du Sud, comme la défaite de Mauricio Macri par le péroniste modéré Alberto Hernandez en 2019^[6] en Argentine; ou avec la victoire déjà probable de ^[7]Luís Arce, candidat de l'ancien président indigenista Evo Morales à la présidence de la Bolivie lors des élections d'octobre prochain; ou, avec une série de mouvements populaires chiliens initiés en 2019 et qui ont déjà été une victoire pour tenir un plébiscite qui, très bientôt, même en Octobre de cette année 2020^[8], se traduira probablement par la formation d'une nouvelle Assemblée constituante au Chili.

Très probablement, ils auront une Charte inspirée par le garant, modèle inclusif et affirmatif existant déjà en Equateur, Bolivie, Pérou, Colombie et Venezuela, ce qui signifie certainement une défaite majeure du projet néolibéral « exemplaire » qui a prévalu dans le pays andin depuis la dictature de Pinochet, en particulier maintenant, dans lequel il démontre que nous aurons une défaite de Donald Trump^[9] aux élections présidentielles américaines de Novembre 2020, un fait qui sera l'effondrement final d'une tendance rapide mais malheureux de politiques rétrogrades et anti-progressistes, non seulement en Amérique du Sud, mais dans tout le monde occidental, y compris en Europe.

Et c'est à ce seuil d'une démocratie encore plus directe et garante que les relations et les influences du droit constitutionnel brésilien peuvent bien être considérées comme des avant-gardes positivistes pour les voisins andins dans leur « printemps des peuples » ou leur « éveil indigéniste » avec l'ajout de politiques concrètes affirmatives et inclusives, qui ont entraîné une véritable révolution constitutionnaliste latino-américaine des différentes nations qui les forment.

3. LE NÉOCONSTITUTIONNALISME DE LA CHARTE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES DE 1988

Il est évident que chaque système juridique apporte avec lui les principes directeurs des actions d'un État, c'est-à-dire les principes fondamentaux de nature strictement constitutionnelle qui régissent les procédures et les compétences institutionnelles des différents agents publics, organismes et pouvoirs impliqués dans la question et qui guident les normes visant à orienter les propositions qui ont la capacité de promouvoir la révolution normative de chaque pays. L'analyse de ces principes constitutionnels directeurs est que nous percevons les paramètres des relations internationales qu'un pays propose d'établir.

Les principes politiques constitutionnellement directeurs sont ceux qui rendent claires les valeurs politiques fondamentales des législateurs constituants et qui y ajoutent, dans un texte constitutionnel, les principes juridiques fondamentaux, en plus des nouveaux principes constitutionnels imposés et des principes de garantie (BARROSO, 2008). Ainsi, les principes politiques constitutionnels se manifestent comme des principes constitutionnels fondamentaux, positifs dans un type normatif caractéristique de ce nouveau constitutionnalisme, les « normes-principes » et se distinguent bien des principes juridiques constitutionnels qui informent l'ordre juridique national et, souvent, constituent des développements ou des principes dérivés des principes fondamentaux (CUNHA, 2006).

En outre, nous voyons l'explicitité du principe de coopération entre les peuples pour le progrès de l'humanité à s'allier avec la formation d'une communauté latino-américaine de nations, formant une base constitutionnelle similaire parmi les pays de cette communauté pour mieux servir dans le processus d'institutionnalisation du Mercosul, ou même de l'UNASUL – dont, emballé par une politique étrangère, à notre avis, à tort, le Brésil s'est retiré^[10] – cité par plusieurs autres pays d'Amérique latine qui le mentionnent dans leurs constitutions, comme les néoconstitutionnalistes Argentine, Uruguay et Paraguay, et maintenant aussi avec les pays andins dans ce nouveau constitutionnalisme latino-américain.

Par conséquent, depuis que le néoconstitutionnalisme du Cône Sud a influencé ce constitutionnalisme récent, avec des idées d'indépendance nationale, de non-intervention, d'égalité entre les États, d'autre part, il y a une orientation internationaliste plus progressiste, qui se traduit par l'idée que les relations internationales de certains pays devraient être utilisées par la prévalence des droits de l'homme, l'autodétermination des

peuples et la répudiation du terrorisme et du racisme. , ainsi que pour la protection de la dignité humaine et le développement de cette communauté de nations.

C'est en ce sens que le constitutionnalisme se présente comme un processus d'évolution croissante. Mais il ne s'agit pas d'une règle unique, car ce processus n'a pas lieu au même rythme et de la même manière dans les pays en développement, comme, par exemple, ce nouveau constitutionnalisme qui se pose en Amérique latine apporte le concept de démocratie consensuelle et non hégémonique^[11]. Cette « démocratie consensuelle » s'est ou non reflétée dans les relations extérieures de ces pays, qui promeuvent ou promeuvent des changements dans leurs dispositions constitutionnelles, telles que l'adoption d'instruments dérivés de la démocratie directe et participative, permettant à la volonté du peuple de changer les structures politiques et juridiques de l'État en leur faveur pour assumer le rôle de protagoniste dans l'histoire de leurs pays respectifs (TAVARES; FREITAS, 2013).

En ce sens, la redémocratisation des pays d'Amérique latine a eu un impact important sur la politique étrangère de certains de ces pays, rapprochant de plus en plus les politiques sociales du programme de coopération internationale, dans lequel divers thèmes liés à la promotion de la dignité humaine, tels que la sécurité alimentaire et la santé publique, ont été vivement attaqués. Et précisément parce que certains obstacles persistent en ce qui concerne la participation des citoyens à la diplomatie, comme les mouvements qui se sont produits en Bolivie, qui ont abouti à la démission d'Evo Morales en 2019, ou comme dans ceux qui se sont produits au Chili^[12], peuvent aboutir à un nouvel ordre juridique, par le biais d'une nouvelle Constitution.

Les conséquences de cette nouvelle politique ont été contradictoires et intitables, mais toujours avec la présence croissante de mouvements sociaux dans les réseaux transnationaux à travers l'Amérique latine, déterminant les changements dans le débat politique dans des domaines tels que l'environnement, la sécurité, l'inclusion sociale et les droits de l'homme, avec des factions politiques internes cherchant des alliés à l'étranger pour compenser leur fragilité intérieure, augmentant la pression sur les gouvernements pour formuler l'agenda diplomatique.

4. QU'EST-CE QUE CE NOUVEAU CONSTITUTIONNALISME LATINO-AMÉRICAIN ?

Après une brève étude de ces nouvelles Constitutions latino-américaines, ainsi que de l'impact qu'elles ont sur les actions de politique étrangère de ces pays, il est nécessaire de souligner que nous vivons une période importante dans la défense des garanties et des libertés démocratiques. Et c'est ce que nous appelons un nouveau constitutionnalisme, avec ses grandes avancées polito-constitutionnelles et ses profonds changements sociaux, ainsi que l'augmentation de la participation politique de ses citoyens, ainsi qu'avec la consolidation des droits auparavant seulement idéalisés et revendiqués, mais maintenant insérés dans son système juridique, découlant de l'intention de légitimer et d'étendre la démocratie dans tous les pays en développement. , sur tout le continent américain.

Ainsi, les droits établis dans ses textes constitutionnels, comme dans notre Constitution de 1988, la Constitution de la Colombie de 1991, et, plus tard, dans la Constitution vénézuélienne de 1999, ont fini par être efficaces, ayant leur aboutissement dans les constitutions de l'Équateur (2008), de la Bolivie (2009) et, certainement, de la constitution chilienne à venir. En outre, ce nouveau constitutionnalisme est très facile à vérifier, car il suffit d'avoir en main les Constitutions les plus récentes de ces pays, en analysant que leur justification a sa légitimité extralégale et l'efficacité prévue dans la puissance constituante directe elle-même. Il s'agit d'une théorie du progrès démocratique constitutionnel, par laquelle le contenu doit exprimer la volonté souveraine de son peuple, son identité, sa conscience culturelle, sa liberté religieuse et les valeurs qu'il vise à préserver, en plus de la meilleure forme d'organisation sociale et politique.

Pour ce faire, il convient d'y parvenir par des mécanismes de participation populaire directe, tels que la garantie des droits fondamentaux, les procédures de contrôle de la constitutionnalité et la création de règles qui équilibrent les pouvoirs politiques, économiques, sociaux et culturels. Nous pouvons également dire qu'il s'agit d'un nouveau cadre juridique du constitutionnalisme, qui vient satisfaire les luttes populaires et les demandes d'un nouveau modèle d'organisation de l'État et du droit, afin que, en plus de reconnaître, de légitimer et d'élargir la liste des droits fondamentaux, puisse également les concrétiser. Et c'est à partir de ce modèle qu'un gouvernement est nécessaire dans lequel sa constitution est légitimée dans l'idéal de la démocratie et dans l'identité du peuple et pas nécessairement dans les normes extérieures occidentales qui ne correspondent pas aux

diverses cultures véritablement latino-américaines.

Enfin, cette nouvelle vague constitutionnaliste a aussi pour cœur de promouvoir davantage la participation populaire directe au processus législatif, ainsi qu'au contrôle des pouvoirs de l'État et des décisions gouvernementales et politiques, ce qui montre que ce mouvement de paradigmes démocratiques innovants a également été inspiré par notre Magna Carta et élargi ces pouvoirs et possibilités, en particulier en ce qui concerne leur caractère analytique. , un traitement détaillé et simplifié des normes les plus complexes à travers un langage plus populaire, mettant en évidence un besoin fondamental du système législatif pratiqué en Amérique du Sud : les droits (en particulier ceux de nature sociale) dans ces pays, à remplir ou à respecter, doivent toujours être rédigés très clairement.

Ainsi, en plus de ne pas courir le risque d'être oubliés, ils les empêchent également d'être interprétés « mal compris », ce qui aurait, dans les deux cas, leur non-application conséquente. Mais nous devons nous pencher sur une question intrigante découlant de cette accessibilité populaire, car l'une des différences les plus frappantes que ces nouvelles lettres auraient de notre Constitution de 1988 serait la possibilité d'un changement constitutionnel de l'activation d'un pouvoir constituant populaire, quelque chose de plus simple et beaucoup plus pratique que notre pouvoir constituant initial, qui exige la convocation d'une Assemblée nationale constituante. À titre d'exemple, nous avons une certaine fragilité de la Constitution colombienne, dans le contexte des réformes constitutionnelles, lorsqu'elle est autorisée à être réformée même au suffrage populaire lui-même (WOLKMER, 2008), par référendum.

Il y a aussi les moyens déjà connus par notre Droit constitutionnel, à savoir si les pouvoirs constitutifs proviennent d'habitants et d'origine, bien qu'il ait inséré d'importantes réalisations pour le constitutionnalisme en Amérique latine, notamment dans le domaine de la démocratie participative et le pluralisme juridique (WOLKMER, 2008). Mais ici, il est nécessaire que le politologue soit conscient qu'il y a un risque important, car cet « appel au peuple », fondement théorique justifiant ce néoconstitutionnalisme, peut être très problématique, surtout si l'on considère qu'il y aura toujours le risque que, par l'adoption de ce mécanisme, le résultat soit l'anéantissement de la démocratie, surtout dans des moments comme celui-ci que nous vivons aujourd'hui. , dans lequel cette « inclination » est observée dans certains discours plus autoritaires et sans conséquence de certains dirigeants plus récents du continent, en particulier les plus populistes (GARGARELLA, 2011).

C'est en ce sens que la combinaison de l'«hyperprésidentialisme» avec des mécanismes de large démocratie participative peut générer une sorte de «césarisme démocratique» qui entrave effectivement le développement d'un véritable projet de démocratie participative (UPRIMNY, 2011). Et, aussi, prêchant une démocratie de contenu, fondée sur les droits fondamentaux et avec un fort contrôle du pouvoir, il est nécessaire de souligner le risque de confier ces pouvoirs à des dirigeants messianiques et charismatiques, compte tenu de l'histoire autoritaire récente de l'Amérique latine. C'est à ce moment que le professeur argentin Miguel Carbonell déclare que toute forme autoritaire de pouvoir rompt avec la «moelle» du constitutionnalisme (CARBONELL, 2010).

Toutefois, si la souveraineté populaire est accordée la possibilité de modifier la Constitution sans limites – puisqu'ils n'adoptent pas le régime des clauses persécutées – on peut finir par répéter certaines expériences nazifascistes européennes, avec la reddition formellement démocratique (et majoritaire) du pouvoir à ceux qui ne veulent qu'anéantir la démocratie, car cela se répercute sur une intensification des pouvoirs présidentiels qui ne tient pas compte du pluralisme politico-juridique et de la participation populaire. D'autre part, déjà en ce qui concerne les garanties, ainsi que dans notre Magna Carta de 1988, l'un des principaux points d'innovation qui apparaît dans les Lettres de ce nouveau constitutionnalisme est la liste de protection des droits diffus et collectifs dans les dispositions qui prêtent attention aux soins et aux spécificités qui doivent être eus avec les groupes sociaux les plus variés (femmes, enfants, personnes âgées, etc.) et leurs besoins différenciés.

En fait, il s'agit d'une série de droits et de garanties en profusion, adressés à ces groupes, constituant des «lois des plus faibles», voire des «lois de protection des minorités», ou, tout simplement comme nous l'appelons dans notre Constitution fédérale, diffuse et collective, qui marquent et signalent la réception des accords internationaux sur les droits de l'homme par ces lettres, telles que la Constitution de l'Équateur ou du Venezuela, dans lequel on s'attend à ce que, lorsqu'il y a conflit entre les traités sur les droits de l'homme en confrontation avec la norme constitutionnelle, la règle la plus avantageuse prévaudra.

5. CONSIDÉRATIONS FINALES

Les nouveaux mouvements de «constitutionnalisme», qu'il s'agisse du

néoconstitutionnalisme de notre charte de 1988 ou du nouveau constitutionnalisme latino-américain des Constitutions de Bolivie, de Colombie, du Venezuela, du Pérou, d'Équateur et, très probablement, du Chili, apportent toujours l'insertion d'une perspective démocratique qui permette une participation populaire très positive, mais sans laisser de côté l'égal et l'inégalitaire, bien que, à notre avis, ils devraient le faire avec une certaine prudence. , en particulier pour donner au peuple un pouvoir illimité de changement constitutionnel, au point qu'il met lui-même fin au processus démocratique à travers des mouvements populistes « fantasmés » de gens populaires qui flirtent avec la tentation autoritaire.

Alors que le néoconstitutionnalisme est né comme un mouvement juridique-politique visant à définir et consolider les concepts et les normes, dans l'exercice du pouvoir constitutif, traitant de la légitimité, de la participation populaire et du concept même d'État, le nouveau constitutionnalisme latino-américain est, jusqu'à présent, l'expression la plus fidèle de la reconnaissance du plurinationalisme des États, qui absorbe la pluralité ethnique, sociale et juridique, le respect et la garantie des droits de tous , sur la base de politiques inclusives et affirmatives, avec la reconnaissance, par ce nouveau système juridique sud-américain, des droits existants, mais auparavant ignorés ou refusés à une grande partie de la population, la construction d'États qui reconnaissent la particularité de chaque peuple et son pluralisme, parce qu'ils sont tous d'anciennes colonies mal engendrées proclamant une nouvelle indépendance politique et la création d'un État participatif et effectivement démocratique.

Les garanties souhaitées par les chartes constitutionnelles deviennent effectives, non pas pour signifier une rupture avec le néoconstitutionnalisme, mais une amélioration, avec de grandes avancées sociales et participatives. Ainsi, notre observation est que, même avec quelques failles formelles dans le processus constitutif – et qu'ils peuvent, oui, menacer la légitimité démocratique, lorsque le pouvoir est entre des mains populistes et malveillantes en ce qui concerne la solidité des institutions démocratiques – une telle fragilité ne semble pas suffire à cela, en analysant simplement le processus constitutionnel brésilien, qui, en 1988, a inauguré la troisième phase du constitutionnalisme. , la consolidation des droits, quand il les a laissés positivement écrits afin qu'ils puissent être effectivement remplies.

Ainsi, l'application de politiques et de garanties fondamentales est devenue une réalité et, avec cela, la création de conditions pour les nouvelles constitutions latino-américaines pour promouvoir la reconnaissance des populations plurinationales qui composent les peuples de

ces pays, et que, effectivement, tous peuvent être traités comme égaux devant la loi, ainsi que les inégalités comme inégales, cherchant à reconnaître, respecter et corriger les effets néfastes de cette inégalité, enfin, maintenant reconnu par la Grande Loi de chaque pays.

RÉFÉRENCES

BARROSO, L. R. Interpretação e aplicação da constituição. São Paulo: Saraiva, 2008.

BONAVIDES, P. Teoria constitucional democrática participativa. São Paulo: Malheiros, 1997.

CARBONELL, M. (Org.). Neoconstitucionalismo(s). Madrid: Trotta. 2009.

CAVAROZZI, M. Ação presidencial na América Latina: antecedentes históricos e uma tipologia do século XXI. In: FAUSTO, Sérgio (Org.). Difícil Democracia. São Paulo: Paz e Terra. p. 16-51, 2010.

CERVO, L.A. Relações internacionais da América Latina: velhos e novos paradigmas. São Paulo: Saraiva, 2007.

CUNHA, S. Princípios constitucionais. São Paulo: Saraiva, 2006.

DAGNINO, E; OLIVERA, A.; PANFICHI, A. (Org.). A disputa pela construção democrática na América Latina. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 2006.

DAHL, R. Poliarquia, participação e oposição. São Paulo: EDUSP, 1997.

DALLARI, P. Constituição e relações exteriores. São Paulo: Saraiva, 1994.

DUPAS, G. Atores e Poderes na nova ordem global: assimetrias, instabilidades e imperativos de legitimação. São Paulo: Unesp, 2005.

FIGUEIRA, A. Introdução à análise de política externa. São Paulo: Saraiva, 2011.

GARGARELLA, R. El constitucionalismo latinoamericano y la "sala de máquinas" de la

Constitución (1980-2010). *In*: Gaceta Constitucional, nº 48, 2011.

GROS, C. Métissage et identité. La mosaïque des populations et les nouvelles demandes ethniques. *Pouvoirs*, Paris, n. 98, 2001, p. 147-159. HILL, C. *The changing politics of foreign policy*. London: Palgrave, 2003.

HILL, C. *The changing politics of foreign policy*. London: Palgrave, 2003.

HUDSON, V. *Foreign Policy analysis: Actor-Specific Theory and the Ground of International Relations*. *Foreign Policy Analysis*, v. 1, n. 1, p. 1-30, 2005.

LEÃO, E. S. *Tratados Internacionais, Judiciário e Política Externa: uma análise dos julgados da suprema corte brasileira*. *Espaço Jurídico*, v. 12, n. 2, p. 265-282, jul./dez. 2011.

MERKLEN, D. Le quartier et la barricade: le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine. *L'Homme et la Société*, n. 143-144, 2002.

PASTOR, R. V.; DALMAU, R. M. 2011. El nuevo constitucionalismo latinoamericano: fundamentos para una construcción doctrinal. *Revista general de derecho público comparado*, n. 9, p. 1-24, 2011.

POLVEIRO JÚNIOR, E. E. *Relações Internacionais na Constituição de 1988 e suas Consequências na Política Externa Brasileira*. *In*: BRASIL. Congresso Nacional. Senado Federal. *Constituição de 1988: o Brasil 20 anos depois. Os alicerces da redemocratização*, 2008. v. 1. Disponível em: <<http://www12.senado.gov.br/publicacoes/estudos-legislativos/tipos-de-estudos/outras-publicacoes/volume-i-constituicao-de-1988/relacoes-internacionais-as-relacoes-internacionais-na-constituicao-de-1988-e-suas-consequencias-na-politica-externa-brasileira>>. Acesso em: 25.09.2020.

TAVARES, C.; FREITAS, R. *Constitucionalismo e Democracia na América Latina*. *In*: FREITAS, R.; MORAES, G. *Unasul e o novo constitucionalismo Latino-Americano*. Curitiba: EdCRV, 2013.

WOLKMER, A. C.; AUGUSTIN, S.; WOLKMER, M. de. F. O Novo Direito a Água no Constitucionalismo da América Latina. *Revista Internacional Interdisciplinar Interthesis*, v. 9,

n. 1, p. 51-69, jan./ jul. 2012.

ANNEXE – RÉFÉRENCES DE NOTES DE BAS DE PAGE

4. Disponible sur: <<https://www1.folha.uol.com.br/fsp/mundo/ft1805200306.htm>> Consulté le 15.09.2020.

5. Disponible sur:
<<https://www.anf.org.br/brasil-outros-500-resistencia-indigena-negra-e-popular/>> Consulté le 15.09.2020.

6. Disponible sur:
<https://brasil.elpais.com/brasil/2019/10/27/internacional/1572188885_484061.html>;
Consulté le 15.09.2020.

7. Disponible sur:
<<https://www.correiobraziliense.com.br/mundo/2020/10/4884353-luis-arce-e-proclamado-presidente-eleito-da-bolivia.html>>, consulté le 15.09. 2020.

8. Disponible sur:
<<https://www.correiodopovo.com.br/not%C3%ADcias/mundo/chile-anuncia-plebiscito-para-nova-constitui%C3%A7%C3%A3o-em-abril-de-2020-1.380470>>, consulté le 15.09.2020.

9. Disponible sur: <<https://www.bbc.com/portuguese/internacional-53682288>> consulté le 15.09.2020.

10. Disponible sur:
<<https://agenciabrasil.ebc.com.br/internacional/noticia/2019-04/brasil-formaliza-saida-da-una-sul-para-integrar-prosul>>, consulté le 15.09.2020.

11. Disponible sur:
<<https://ambitojuridico.com.br/cadernos/direito-constitucional/o-estado-plurinacional-e-o-novo-constitucionalismo-latino-americano/>> avec accès le 17.09.2020.

12. Disponible sur:
<<https://www.correiodopovo.com.br/not%C3%ADcias/mundo/chile-anuncia-plebiscito-para-nova-constitui%C3%A7%C3%A3o-em-abril-de-2020-1.380470>>, consulté le 15.09.2020.

^[1] Diplômé en droit de l'Université fédérale de Maranhão (2004), spécialiste en droit municipal de l'ESAPI/FAETE (2010) et doctorant en droit public de l'UNLZ – Universidad Nacional Lomas de Zamora, Argentine. Maîtrise en droit: Sciences juridiques et politiques de l'Université de Portucalense Infante D. Henrique (UPT) – Centre d'études constitutionnelles et de gestion publique – CECGP.

^[2] Maîtrise en droit: Sciences juridiques et politiques de l'Université de Portucalense Infante D. Henrique (UPT) – Centre d'études constitutionnelles et de gestion publique – CECGP; Spécialiste en droit public avec un diplôme d'enseignement supérieur au Uniseb University Center (Union of Higher Courses SEB LTDA); Spécialiste en droit du travail et processus de l'Université d'Anhanguera-UNIDERP; Spécialiste en droit des affaires à l'Université Anhanguera-UNIDERP; Diplômé en droit de la Faculté de Maranhão.

^[3] Conseiller d'orientation. Doctorat en pasado et don des droits de l'homme. Maîtrise en histoire Contemporánea. Spécialisation en professionnalisation des enseignants : Économie / Comptabilité. Diplôme en sciences politiques y de la Administración. Diplôme en sciences politiques – Esp Relations internationales.

Soumis : novembre 2020.

Approuvé : décembre 2020.